

Ghana Côte-de-l'Or

La **Côte-de-l'Or** était une colonie britannique, dans ce qui est devenu aujourd'hui le **Ghana**. Cette colonie est créée en 1821, lorsque le gouvernement confisqua les terres bordant les côtes. La Côte-de-l'Or avait été nommée ainsi depuis longtemps par les Européens, en raison des quantités importantes d'or trouvées dans cette région. La colonie britannique de la Côte-de-l'Or est fondée en 1821 lorsque le gouvernement britannique abolit la Société africaine des marchands et saisit les terres le long de la côte.

En 1945, les exigences d'autonomie de la population de la Côte-de-l'Or débutent. C'est le début du processus de décolonisation à travers le monde. En 1957, la colonie accéda à l'indépendance sous le nom de Ghana.

La République du Ghana est une nation ouest-africaine située dans le golfe de Guinée avec une superficie d'environ 92 000 milles carrés et une population d'environ 16 millions d'habitants (1995).

Sa topographie se compose de forêts et de savanes, et le pays est divisé en dix régions, la capitale nationale étant située à Accra.

La langue officielle est l'anglais. La Volta est le plus grand fleuve du Ghana et l'emplacement du lac Volta sur lequel sont construits deux barrages hydroélectriques, Akosombo et Kpong, d'une capacité totale d'environ 1,12 gigawatts.

Les principaux produits d'exportation du Ghana sont le cacao, l'or et le bois ; les autres exportations comprennent les diamants, la bauxite et le manganèse. La fluctuation des prix du marché mondial et l'absence d'industries de transformation de ces produits ont historiquement affecté les revenus du Ghana. Le Ghana importe du pétrole pour la consommation énergétique et exporte de l'hydroélectricité vers le Togo, le Bénin et le Burkina Faso.

Depuis 1981, le Ghana est une république unitaire gouvernée par décret.

En novembre 1992, cependant, une élection a eu lieu pour choisir un président pour le prochain gouvernement parlementaire démocratiquement élu. En janvier 1993, à la suite d'élections parlementaires, le Ghana est revenu à une forme parlementaire de gouvernement.

L'ère précoloniale

La **première ligne télégraphique** au Ghana (alors connue sous le nom de Gold Coast) était une liaison de 10 milles installée en 1881 entre le château du gouverneur de la colonie à Cape Coast et Elmina.

La ligne a ensuite été prolongée jusqu'au château de Christianborg près d'Accra, qui devint le siège du gouvernement, et s'étendit plus tard encore plus loin jusqu'à Aburi, à 26 milles à l'extérieur d'Accra.

En 1882, la première ligne télégraphique publique, s'étendant sur une distance de 2,5 miles, a été érigée entre Christianborg et Accra.

Entre 1887 et 1889, ces lignes télégraphiques ont été étendues pour couvrir Accra, Prampram, Winneba, Saltpond, Sekondi, Ankobra, Dixcove et Shama - tous des châteaux coloniaux ou des villes fortifiées, ainsi que des ports commerciaux et des centres de pêche.

En 1886, les lignes télégraphiques ont été étendues au centre et au nord du Ghana sur le territoire des Ashantis.

Entre 1900 et 1901, cette nouvelle technologie de communication a été utilisée pour soumettre les Ashantis dans la guerre Yaa Asantewa.

Parce que les lignes télégraphiques du Ghana étaient souvent coupées par des habitants superstitieux convaincus que les câbles étaient des lignes "magiques" utilisées par les Européens pour gagner des guerres, le gouverneur colonial du Ghana a confié la sûreté et la sécurité des lignes aux chefs tribaux en 1886. Les gouverneurs coloniaux offraient aux chefs de belles récompenses pour avoir signalé tout dommage causé aux lignes.

En 1892 Afin d'améliorer les communications dans la partie sud du pays, le **premier central téléphonique manuel de 70 lignes** est installé à Accra.

En 1904 Douze ans plus tard, un **deuxième central manuel** composé de **13 lignes** est installé à Cape Coast.

Sous la domination coloniale anglaise

L'infrastructure des télécommunications du Ghana a été mise en place et développée par l'administration coloniale principalement pour faciliter la gestion économique, sociale et politique de la colonie.

En 1901, par exemple, les Ashantis ont été placés sous la domination coloniale britannique et les lignes télégraphiques ont donc été étendues d'Accra à la capitale du royaume Ashanti et au-delà.

À la fin de 1912, 1 492 milles de lignes télégraphiques avaient été construites pour relier quarante-huit bureaux télégraphiques répartis dans tout le pays.

En 1914 Avant le début de la Première Guerre mondiale, 170 abonnés au téléphone étaient desservis au Ghana, mais c'est entre la Première Guerre mondiale et 1920 que l'épine dorsale des principales lignes téléphoniques principales - Accra-Takoradi, Accra-Kumasi, Kumasi-Takoradi, et Kumasi-Tamale - a été construit à l'aide de fils de cuivre non blindés.

En 1930, le nombre de **lignes téléphoniques** au Ghana était passé à **1 560**, reliant la région côtière aux parties centrale et nord du pays.

En raison de l'économie mondiale déprimée des années 1940, il y a eu peu ou pas de croissance des télécommunications au Ghana pendant et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale.

Néanmoins, au cours de cette période, des équipements de transport 1+1 ont été installés sur les liaisons physiques Accra-Takoradi, Accra-Kumasi, Kumasi-Takoradi et Kumasi-Tamale. Ceux-ci ont ensuite été complétés par des équipements de transport 1 + 3, triplant ainsi les troncs reliant ces villes.

En 1953, le **premier central téléphonique automatique de 200 lignes** est installé à Accra pour remplacer celui manuel érigé 63 ans plus tôt. Trois ans plus tard, en 1956, les lignes principales reliant Accra, Kumasi, Takoradi et Tamale ont été modernisées grâce à l'installation d'un réseau VHF à quarante-huit et douze canaux.

La période postcoloniale

L'accession à l'indépendance du Ghana en 1957 a apporté un nouveau dynamisme au développement des télécommunications du pays.

Un plan de développement de sept ans lancé juste après l'indépendance a accéléré l'achèvement d'un deuxième **nouveau central automatique à Accra en 1957**.

À la fin de 1963, le Ghana comptait plus de **16 000 abonnés** au téléphone et 32 000 téléphones à cadran étaient en service.

En raison de la croissance rapide des activités commerciales dans les mines, le bois, le cacao, le beurre de cisaillement, etc. dans les régions périphériques du pays, de nouveaux échanges manuels ont été installés à Cantoments, Accra, Swedru, Koforidua, Ho, Tamale, Sunyani et Kumasi. pendant les années qui ont suivi l'indépendance. Les **commutateurs** installés étaient de type **Strowger** (pas à pas) et **Philip UR 49**.

La gestion des institutions de télécommunications du Ghana a été initialement confiée au Département des travaux publics, mais a été transférée au bureau de poste après la promulgation de l'ordonnance sur le bureau de poste en 1886. Les télécommunications ont ensuite été administrées par le Département des postes et télécommunications du gouvernement jusqu'au début des années 1970.

La gestion des institutions de télécommunications du Ghana a été initialement confiée au Département des travaux publics, mais a été transférée au bureau de poste après la promulgation de l'ordonnance sur le bureau de poste en 1886.

Les télécommunications ont ensuite été administrées par le Département des postes et télécommunications du gouvernement jusqu'au début des années 1970.

Implication de l'Université des sciences et technologies

Le nombre d'ingénieurs ghanéens formés et de haut calibre produits par le Royaume-Uni, les États-Unis, le Japon et d'autres pays ne peut pas répondre aux besoins en main-d'œuvre des P & T. En raison des technologies sophistiquées utilisées dans le domaine des télécommunications, bon nombre des problèmes d'ingénierie complexes rencontrés ne peuvent être résolus par les seuls ingénieurs P&T. Il est donc devenu nécessaire de solliciter l'aide d'autres institutions. En 1992, un accord de collaboration a été signé entre P & T du Ghana et le département de génie électrique et électronique de l'Université des sciences et technologies de Kumasi, Ghana.

L'accord de collaboration devait non seulement profiter aux P & T pour répondre à leur besoin de main-d'œuvre de haut calibre, mais également fournir aux professeurs d'université une interaction avec l'industrie des télécommunications du Ghana, les aidant ainsi à résoudre leurs problèmes tout en économisant au pays les fonds en devises utilisés pour les consultants étrangers expatriés.

Le premier projet de télécommunication

En 1975, les P & T ont commencé à négocier des prêts auprès de nombreuses institutions financières multilatérales et bilatérales afin d'entreprendre un certain nombre de projets de développement pour moderniser et étendre les services de télécommunications nationaux et internationaux au Ghana. L'objectif de ces projets, connus collectivement sous le nom de premier projet de télécommunications (FTP), était la réhabilitation, la modernisation et l'expansion du réseau national de télécommunications du Ghana.

Le projet, qui devait durer de 1975 à 1979, impliquait des engagements financiers totalisant 76 millions de dollars américains, provenant du gouvernement du Ghana, de la Banque mondiale, du Japon, de la Banque africaine de développement et du Canada. Les réalisations spécifiques du FTP comprennent :

- L'installation de douze nouveaux centraux électroniques pour remplacer les anciens centraux téléphoniques automatiques et manuels obsolètes, ce qui a augmenté la capacité des lignes téléphoniques du Ghana d'environ 50 %.
- Augmenter le nombre de centres de numérotation des circuits d'abonnés de dix-huit à vingt-quatre.
- La construction d'un central tertiaire, d'un télex, d'un commutateur de messages dans la capitale et d'une station terrienne dans le pays.
- L'installation de liaisons radio micro-ondes pour la transmission téléphonique et télévisuelle de la capitale vers la partie nord du Ghana et l'initiation d'une deuxième nouvelle liaison radio micro-ondes.
- La construction d'une troisième liaison radio micro-ondes de 500 kilomètres reliant le Ghana aux deux nations limitrophes du Togo et de la Côte d'Ivoire. Cette partie du FTP visait à éliminer le transit du trafic des télécommunications africaines à travers l'Europe et était populairement connue sous le nom de projet Panaftel (Télécommunications panafricaines).

Bien que le FTP ait été retardé en raison de changements de gouvernement, de la récession économique et d'autres facteurs sociaux, il a finalement été achevé en 1985.

Le deuxième projet de télécommunications

Dans le cadre du programme de développement à long terme des télécommunications du Ghana, un deuxième projet de télécommunications (STP) d'une durée de huit ans a été lancé en 1987. Ce projet visait à poursuivre la réhabilitation, la modernisation et l'expansion des installations de télécommunications non couvertes par le le FTP, ainsi que la restructuration des P&T.

Les composantes du STP étaient les suivantes :

- Extension du réseau de transmission par micro-ondes et fourniture d'installations de stations côtières à Tema pour les services de télécommunications maritimes.
- Réhabilitation et expansion du réseau de commutation du Ghana dans treize centres urbains et vingt-six communautés rurales.
- Réhabilitation et extension du réseau de câbles externes pour correspondre à la composante de commutation décrite ci-dessus.
- Réhabilitation de la station terrienne satellite du Ghana.
- Mise à disposition d'un commutateur téléphonique international de 330 lignes et d'un commutateur télex de 1 000 lignes.
- Achat d'équipements terminaux d'abonnés, de pièces de rechange, de véhicules et d'ordinateurs personnels.
- Fourniture de systèmes internes de traitement de données électroniques pour améliorer les systèmes de facturation, la paie, l'inventaire, etc.
- Acquisition de matériels pour doter le personnel des télécommunications de 100 logements répartis sur tout le territoire.
- Mise à jour et mise à niveau des installations de l'école de formation P & T.
- Création de programmes de bourses et de formation pour le développement de la main-d'œuvre.
- Séparation et restructuration des P&T en deux entités.

En 1992, environ 50 millions de dollars EU, représentant 30 % du prêt, avaient été décaissés et, en conséquence, les éléments suivants du STP avaient été achevés : le commutateur téléphonique international, la remise en état de la station terrestre du satellite, la remise en état des réseaux câblés dans certaines parties d'Accra, les installations de radiotéléphonie rurale dans trente-six localités rurales et isolées, le commutateur télex à 1000 lignes, le plan directeur des télécommunications et le plan d'entreprise des télécommunications. Le tableau 10.1 montre les projets achevés dans les années 1980.

En raison de la croissance économique du Ghana, le coût du STP, initialement estimé à 140,7 millions de dollars, a été ajusté à la hausse à 173 millions de dollars.

Les facteurs suivants ont entravé la capacité des P & T à atteindre les objectifs déclarés du STP :

- retards dans l'approbation des projets, en raison des contrôles administratifs ;
- les mauvaises conditions de service des employés, entraînant un roulement élevé du personnel et l'incapacité des P&T d'attirer et de retenir du personnel qualifié ;
- pénurie de personnel d'encadrement, professionnel et technique compétent et qualifié; le manque de fonds pour réduire l'excédent de main-d'œuvre improductive ;
- l'absence d'installations internes suffisantes pour traiter rapidement les factures.

Impact du STP

L'impact de la partie achevée du STP sur les services de télécommunications au Ghana a été modeste mais appréciable.

L'un des résultats de l'achèvement du STP a été que les circuits d'abonnés dans les zones réhabilitées ont été améliorés et le taux de panne considérablement réduit. Étant donné que le programme de réhabilitation impliquait l'expansion du réseau câblé, davantage d'abonnés ont également été connectés au réseau, ce qui a entraîné une augmentation de 20 % des abonnements.

En outre, le nombre de lignes d'échange directes en état de marche est passé de 60% en 1987 à 89% en 1992.

De plus, la disponibilité depuis 1988 du service d'appel direct international dans douze zones d'échange a entraîné la promotion des affaires et du commerce internationaux. Le nombre de circuits satellites internationaux a également augmenté, passant de 41 circuits satellites en 1988 à 193 circuits satellites et 84 circuits terrestres en 1992.

Le STP a également introduit le service direct AT&T/US et UK ; les compagnies aériennes sont devenues capables de faire des réservations par l'intermédiaire des installations de la SITA (Société Internationale de Télécommunication Aéronautique) ; un service météorologique a été créé pour envoyer à Accra des données météorologiques et sismologiques de divers endroits du Ghana; et les agences de presse/maisons de presse, les marchés des produits de base et les institutions financières ont acquis des capacités accrues de transfert d'informations et de données pour la transmission vers et depuis le monde extérieur.

Les autres avantages des programmes achevés du STP comprenaient des niveaux élevés de revenus générés, une croissance significative du trafic de télécommunications national et international, un accès à faible vitesse accru aux banques de données étrangères utilisant des services télex (en particulier ceux des États-Unis) et la capacité de la Ghana Broadcasting Corporation (GBC) pour transmettre la voix (commentaire radio) et les émissions de télévision en direct par satellite et la transmission télévisée simultanée de tous les émetteurs GBC du pays.

L'achèvement final de tous les projets du STP en 1994 devait fournir au Ghana **60 centraux automatiques** reliés par environ 4 100 kilomètres de réseaux radio micro-ondes avec **77 000 lignes d'échange directes** connectées.

Le chiffre d'affaires des P & T était projeté à 25 milliards en 1994 contre 17,8 milliards en 1992 - une augmentation de 40 pour cent - et les nouvelles opportunités commerciales résultant de l'achèvement complet du STP devaient produire un lifting économique pour tous les aspects de l'activité commerciale du Ghana. secteur.

Malgré les réalisations du STP, la **densité téléphonique du Ghana, en 1994**, (0,31 pour 100 habitants), **est toujours parmi les plus faibles d'Afrique**. Les densités téléphoniques typiques pour les autres pays africains comprennent 9 % pour la Libye, 1,3 % pour le Zimbabwe, 0,5 % pour la Côte d'Ivoire, 0,33 % pour le Togo, 0,2 % pour le Nigeria et 0,1 % pour le Burkina Faso. L'énormité de la tâche à laquelle sont confrontés le Ghana et d'autres pays africains qui tentent de moderniser les télécommunications devient évidente lorsque les taux de densité téléphonique africains sont comparés à ceux de pays sélectionnés en Europe et en Asie : 62,4 téléphones pour 100 habitants en Suède, 43 au Royaume-Uni, 42 au Japon, 41 en France et 8 en Malaisie. Des investissements massifs dans des programmes de télécommunications accélérées sont la réponse à l'amélioration du taux de pénétration du téléphone au Ghana.

Plans futurs pour l'infrastructure des télécommunications du Ghana

Le STP est la première phase du Plan directeur des télécommunications qui s'étend sur vingt ans (1987-2006), chaque phase s'étendant sur une période de cinq ans. Il est prévu que les troisième et quatrième projets de télécommunication—impliquant un investissement d'environ 400 millions de dollars EU - aura été achevé d'ici l'an 2000. Cela améliorera la densité téléphonique du Ghana du niveau actuel de 0,31 pour 100 personnes à 0,534, avec une augmentation correspondante des DEL connectées de 52 000 (contre 48 000).

Ces deux projets prévoient de répondre aux exigences des clients par les mesures suivantes :

- Exécution d'un programme accéléré de mise en place des installations de télécommunications des centres de district pour soutenir la politique de décentralisation du gouvernement.
- Réhabiliter, étendre et moderniser les réseaux de commutation, de transmission et locaux.
- Numérisation du réseau de télécommunications.
- Mise en place d'un système de pagination.
- Mise en place de la commutation par paquets (réseaux de données).
- Présentation d'un réseau numérique à intégration de services (RNIS) et de réseaux intelligents.

Déréglementation des télécommunications

Avant 1980, le P & T était le seul fournisseur et distributeur de tous les équipements terminaux de télécommunications au public. C'était également la seule institution qui pouvait installer et entretenir des équipements de télécommunications et assurer des services téléphoniques au public (à l'exception des équipements de télécommunications radio bidirectionnelles, qui étaient également fournis et installés par quelques sociétés privées étrangères). En 1987, cependant, le gouvernement du Ghana a assoupli les réglementations et des entreprises privées ont commencé à se voir délivrer des licences et des fréquences leur permettant de produire, d'installer et d'entretenir tout équipement de télécommunications compatible. En 1992, une quarantaine de compagnies de téléphone étaient en activité, dont une compagnie cellulaire locale et une compagnie de radiomessagerie. D'autres sociétés fournissent, installent et entretiennent des équipements terminaux tels que télécopieurs, téléphones, PBX et PABX (avec des capacités allant de 4 à 4 300 extensions et fabriqués par des sociétés telles que Panasonic, Toshiba, AT&T, Alcatel, Philips et British Telecom). La plupart des entreprises désormais autorisées à opérer au Ghana sont des représentants d'entreprises en Europe et aux États-Unis.

Malgré les améliorations qui résulteront du STP, les télécommunications au Ghana sont encore extrêmement insuffisantes.

En 1995, seuls 37 des 110 districts administratifs du pays disposaient d'un central téléphonique et il n'y avait que trente-cinq cabines téléphoniques dans tout le pays (dont trente-deux à Accra).

De plus, il y avait en moyenne trois défauts par ligne et par an, et la durée moyenne des défauts était de sept jours. De plus, le coût par ligne était de 3 500 USD contre 1 000 USD dans les pays développés. Le ministère des Communications a estimé qu'un investissement de 450 millions de dollars serait nécessaire entre 1995 et 1999.

En raison de l'état lamentable des télécommunications, du niveau élevé d'investissement requis et de la réduction du financement multilatéral pour le développement des télécommunications, le Ghana a lancé en 1995 une ambitieuse initiative de restructuration des télécommunications. Cette politique comporte les éléments suivants :

1. La vente de la participation majoritaire de l'État dans P&T par (a) la vente d'une participation minoritaire (qui aura le contrôle de la gestion) à un investisseur stratégique, tel qu'un opérateur international de télécommunications ; (b) la vente d'une participation à des institutions financières internationales ; et (c) la vente d'une participation à des investisseurs locaux au Ghana.
2. L'octroi d'une licence à un deuxième opérateur principal, qui sera en concurrence avec les P&T et aura les mêmes droits et obligations que les P&T.
3. L'octroi de licences aux opérateurs privés de téléphones payants dans chacune des capitales régionales.
4. Autorisation pour les grandes entreprises utilisatrices de développer leurs propres réseaux.
5. L'utilisation de la construction-exploitation-transfert (BOT) et de programmes similaires du secteur privé comme outil d'expansion rapide du service, en particulier dans les communautés rurales.
6. La création d'un organisme de réglementation du secteur qui sera connu sous le nom de National Communications Authority (NCA). La NCA réglemente les normes de service et les tarifs, et cherche à créer l'environnement nécessaire pour stimuler l'investissement dans le secteur.

Dans le cadre d'une initiative plus large visant à attirer les investissements internationaux, le Ghana a promulgué un nouveau code des investissements, la loi 478, qui contient les dispositions suivantes : la transférabilité inconditionnelle des dividendes, des paiements de service de prêt, des frais et des versements ; et un engagement qu'aucune entreprise ne sera nationalisée ou expropriée par le gouvernement.

La NCA a travaillé dur pour créer une plus grande participation du secteur privé dans l'industrie des télécommunications du Ghana. En conséquence, des dizaines d'intégrateurs de communications de données et de fournisseurs de services Internet privés ont été créés.

La NCA a également autorisé l'octroi de licences au deuxième opérateur national (SNO) en 1997. La licence SNO a été attribuée à un consortium d'investisseurs privés, qui comprend également la Ghana National Petroleum Company. La première tâche du SNO a été la création d'une infrastructure VSAT nationale pour offrir des services de communications d'affaires.

Plus important encore, le gouvernement a partiellement privatisé ses opérations de télécommunications. Elle a créé Ghana Telecom et en a vendu une partie. Le principal investisseur stratégique était Telkom Malaysia, qui en a acquis environ 30 %. Cette société faisait également partie d'un consortium qui a acheté 30% de Telkom South Africa.

Il est clair que le secteur des télécommunications du Ghana est à un tournant de son développement.

Les dirigeants du Ghana ont démontré qu'ils étaient conscients que la structure passée était inadéquate et qu'un changement était nécessaire pour rendre l'avenir des télécommunications du Ghana plus brillant que les 100 dernières années de services inadéquats et inefficaces.

Beaucoup reste à faire pour améliorer et maintenir une meilleure qualité de service dans le système de télécommunications du Ghana.

La déréglementation des lois affectant les télécommunications pourrait contribuer dans une large mesure à encourager les individus, les universités et les instituts de recherche à s'impliquer dans la résolution de certains des problèmes locaux affectant les télécommunications au Ghana. La déréglementation encouragerait également les particuliers et les institutions, tant locaux qu'étrangers, à investir dans les télécommunications et contribuerait à étendre le réseau de télécommunications en introduisant de nouvelles technologies que le gouvernement et l'ancienne société d'État des postes et télécommunications ne pouvaient pas soutenir financièrement.

Les retards dans l'approbation et la mise en œuvre des projets, causés par les institutions et les bureaucraties, ont coûté au Ghana un temps, une énergie et des capitaux considérables qui auraient pu être investis dans le réseau de télécommunications.